

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

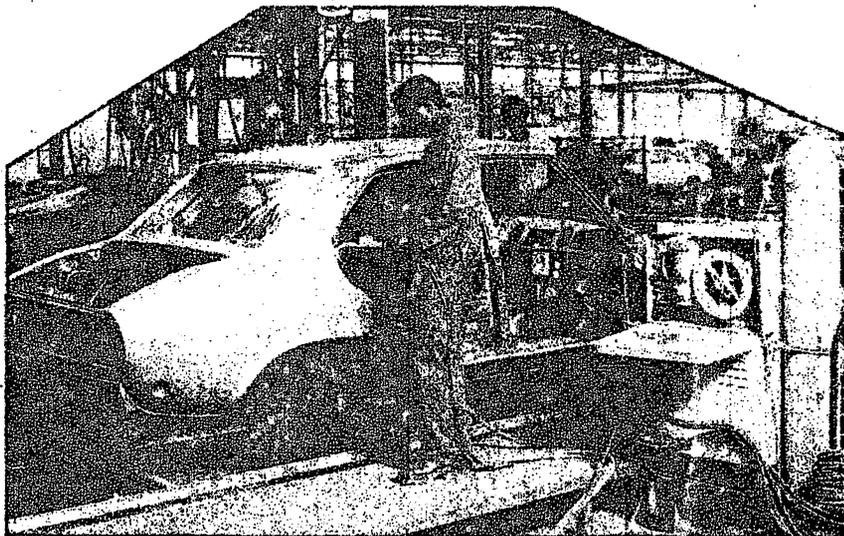
N° 100 - 19 octobre 1981 PRIX : 1 F

IMMIGRATION \_\_\_\_\_

MITTERRAND MÈNE LA  
MEME POLITIQUE QUE GISCARD

\_\_\_\_\_ / sommaire

\_\_\_\_\_ / au verso \_\_\_\_\_



# sommaire

Page 2 : EDITORIAL

Page 3/4 : SENEGAL

.Diouf s'attaque au PDS

.Un Club publicitaire pour A. Diouf

.Le ministre fait des courbettes au chef des mourides

Page 5 :

"TRIBUNE COMMUNISTE ou la politique de l'incantation

Page 6 : TCHAD

Goukouni mène la même politique que ces prédécesseurs

Page 7

BONGO veut garder son linge sale

Page 8 : MALI

21 ans d'indépendance, 21 ans d'oppression et de misère

Page 9 : SADATE

Quand l'impérialisme perd un de ses fidèles serviteurs.

## abonnements

FRANCE : 1 an

.pli ouvert : 12 F

.pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

ADRESSE :

Combat Ouvrier

"pour le PAT"

BP 145

75 023 Paris Cedex

\*\*\*\*\*

Prière de régler les abonnements en timbres postaux

# éditorial

## IMMIGRATION : MITTERRAND MENE LA MEME POLITIQUE QUE GISCARD

Après un moment de satisfaction à la suite des nouvelles mesures prises en leur faveur, c'est de nouveau l'inquiétude de parmi la grande majorité des travailleurs immigrés clandestins.

Les péripéties administratives et les conditions à remplir pour obtenir la carte de séjour "salariné" constituent un barrage difficile à franchir.

Tous ceux qui sont arrivés en France avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981 ont certes pu obtenir une carte provisoire de séjour de trois mois.—Ceux qui sont arrivés après cette date ont aussi pu obtenir un séjour provisoire mais leur cas n'est même pas pris en compte par les récentes mesures—. Mais après ce délai de trois mois que va-t-il se passer s'ils n'arrivent pas à remplir les conditions draconiennes ?

Les travailleurs émigrés se méfient à juste titre des faux semblants du gouvernement de Mitterrand en leur faveur. Ils ont déposé des dossiers dans les préfectures. Ces dossiers contiennent leur photo, leur adresse et celle de leur employeur (pour ceux qui ont un travail). Mais au-delà des trois mois de délai, s'ils ne sont pas régularisés, rien ne leur garantit que la préfecture n'utilisera pas leurs propres dossiers pour les poursuivre.

D'ailleurs les contrôles de police, qui avaient cessé pendant une courte période, recommencent déjà dans certains quartiers et stations de métro. Cela présage ce qui peut attendre tous les immigrés et particulièrement les clandestins pour les semaines à venir. Les quelques mesures prises en faveur des clandestins se révèlent ainsi au meilleur des cas comme du provisoire, au pire comme un piège.

Des lois en faveur des travailleurs émigrés, très bien ! Mais la portée de ces lois est singulièrement limitée si le sort des travailleurs émigrés en situation dite irrégulière est subordonné au bon vouloir des patrons qui ne veulent pas signer. Nombreux sont d'ailleurs les clandestins qui ont été licenciés parce qu'ils ont osé demander à leur patron de signer un contrat de travail.

Plus ils sont isolés plus ils sont à la merci du patron. Bien des travailleurs n'osent même pas demander à leur employeur de signer le papier nécessaire pour leur régularisation. Tout récemment, au mois de septembre, il a fallu que 50 travailleurs égyptiens employés dans une société de publicité à Montrouge, fassent une semaine de grève pour contraindre le patron à signer.

Et puis, au-delà du problème immédiat des irréguliers, il y a le fait que la situation des travailleurs immigrés reste précaire comme avant. Ils sont à peine plus protégés sur le plan juridique qu'avant. Pas question de leur accorder l'égalité complète des droits avec leurs camarades de travail français. Le gouvernement garde quasi-intact un arsenal juridique qui lui permettrait, s'il le jugeait utile, de se débarrasser des travailleurs immigrés.

Le gouvernement de gauche au pouvoir ne fait guère plus de cadeau aux travailleurs immigrés que n'ont fait les gouvernements de droite qui l'ont précédé. Mais il ne fait pas plus de cadeau

.../...

aux travailleurs dans leur ensemble. C'est un gouvernement au service du patronat, au service de la bourgeoisie, comme ses prédécesseurs.

Et, comme avec ses prédécesseurs, les travailleurs n'auront que ce qu'ils seront capables d'imposer par leurs luttes.

---

## SENEGAL: Diouf s'attaque au PDS

Six membres du PDS sont poursuivis pour "atteinte à la sécurité de l'Etat", rapporte "Le Soleil" du 2 Octobre. Ils sont accusés d'avoir suivi en Libye des entraînements militaires. Et, fait curieux, cette accusation est portée par un ancien officier, arrêté comme par hasard pour une banale affaire d'escroquerie.

Le gouvernement sénégalais met en avant la sécurité de l'Etat qui serait menacée par de "graves révélations" faites par un escroc. L'Etat sénégalais est-il si fragile qu'il ne peut pas se défendre contre six personnes qui ont appris à manier des armes? Les membres du PDS affirment qu'ils sont victimes d'une machination.

Après avoir restreint arbitrairement le nombre des partis pendant une longue période, le gouvernement limite maintenant le cadre de leurs actions politiques. Cette affaire montre tout simplement les limites de la soi-disant démocratie que les dirigeants sénégalais ne cessent de vanter.

---

## un club publicitaire pour Abdou Diouf

Un nouveau club a été créé au Sénégal. Il se nomme "Club Culturel Abdou Diouf". Il est "ouvert à tous les hommes qui partagent les idées du Président".

Diouf a déjà le PS, les hauts fonctionnaires, des marabouts et le journal "Le Soleil" pour le soutenir. Mais apparemment cela ne lui suffit pas.

Serait-il jaloux des glorioles littéraires de Senghor?

C'est vrai que le PS a été créé par Senghor et que même si ce dernier n'est plus président, il en a encore les honneurs, il est renommé poète. Son ombre toujours présente ternit sans doute la silhouette de Diouf qui veut avoir plus de place au soleil présidentiel.

Il y a de nombreux hauts fonctionnaires parmi les fondateurs de ce "club". Bien évidemment - comme partout en Afrique - les ambitieux qui peuvent chanter les louanges du président sont nombreux.

Ces passionnés de la culture ont affirmé que Louga a été choisi comme siège du club car c'est la ville natale du président.

Diouf et ses amis du "club" diront certainement que seules les mauvaises langues parleront de régionalisme.

\* \* \* \* \*  
\* \* \*  
\*

## SENEGAL : le ministre fait des courbettes au chef des mourides

Pendant une visite officielle à l'exploitation agricole du Khalife général des Mourides à Touba-Bélel, le Ministre du Développement rural a décerné au chef des Mourides le titre de "cultivateur modèle et moderne".

Le grand marabout est comblé de joie, car outre ses griots traditionnels, voilà que le Ministre lui-même se met à faire le griot, suivi par les journalistes "du "Soleil" qui, à leur tour, chantent les louanges de "l'oeuvre gigantesque de ce travailleur", de ce "pionnier" de l'agriculture.

Ce marabout possède un terrain de 2 288 ha à Touba-Bélel. Ses champs s'étalent sur plus de 50 km, une partie cultivée en arachides, l'autre en mil et diverses cultures.

La famille de ce marabout est milliardaire. En plus de ces immenses terres, elle possède une compagnie de transports et des magasins de vente. Toute cette richesse n'est bien sûr pas tombée du ciel. Elle a été accumulée grâce à l'exploitation, au nom de la religion, des milliers de talibés qui, en échange de l'enseignement coranique, travaillent gratuitement pour ce marabout-patron.

Ce n'est bien sûr pas le Ministre qui dira un mot sur cette forme d'exploitation éhontée. Son gouvernement a besoin de l'appui de ces marabouts privilégiés pour endormir les pauvres ; pour leur faire croire que toutes les injustices ne sont que la volonté d'Allah.

Curieusement "la volonté d'Allah" et celle des riches se rejoignent. Il faut croire que ce n'est pas un hasard. Les exploiters en sont bien conscients. Ce n'est pas pour rien que nos dirigeants font des courbettes aux dirigeants religieux !

## l'insouciance des autorités

Comme chaque année au moment de l'hivernage, l'eau des pluies inonde les villes. Et chaque fois, ce sont les quartiers populaires qui en souffrent le plus. Cette année c'est le cas de la ville de Saint Louis. L'eau de pluie a envahi les quartiers et rend la vie des gens insupportable.

Les autorités viennent de débloquer un budget pour l'assainissement de la ville.

Ce qui est sûr, c'est que les habitants des quartiers riches ne subissent pas les conséquences des mauvais drainages et des mauvaises canalisations d'eau.

Les autorités municipales font mine de plaindre les petites gens qui souffrent des inondations. La lutte contre les calamités naturelles de ce genre a été encore une fois pour les notables, une occasion de palabrer tout haut et de faire de la démagogie dans les colonnes des journaux.

# "TRIBUNE COMMUNISTE" OU LA POLITIQUE DE L'INCANTATION

Une nouvelle publication intitulée "Tribune Communiste" circule dans l'émigration. Elle se réclame du trotskysme et se présente comme l'organe de la Ligue Communiste des Travailleurs, section sénégalaise de la IV<sup>e</sup> Internationale (Comité International). Les militants qui sont à l'origine de cette publication se réclament donc du courant politique représenté en France par l'OCI. Nous pourrions nous réjouir de la naissance d'une publication qui se revendique ouvertement du communisme et du trotskysme, et encore plus qu'elle soit l'expression politique de militants qui se proposent de construire au Sénégal une organisation révolutionnaire communiste.

Mais il suffit de lire le n° de juillet qui contient une déclaration du Comité Politique de la LCT pour avoir des doutes sur la volonté de cette organisation de s'engager avec sérieux sur la voie de la construction d'une organisation révolutionnaire capable de se lier un jour aux travailleurs et aux exploités du Sénégal.

La déclaration contient en effet une série d'affirmations sentencieuses dont certaines prêteraient franchement à sourire si leurs auteurs ne les avaient pas écrites pour être une analyse politique, c'est-à-dire destinée à servir de fondement à l'activité de la LCT. C'est ainsi que pour ces camarades "Senghor n'est pas parti de son propre chef", mais il a été "chassé par le peuple". Dire qu'il a tout simplement quitté la présidence pour la remettre à Abdou Diouf est, selon ces camarades, "une vision étroitement bourgeoise qui vise à déposséder les masses de leur victoire politique sans précédent que constitue l'éviction de Senghor".

Ceux qui disent que Senghor et Diouf c'est la même chose sont des "ennemis du prolétariat" car Diouf a "usurpé la victoire populaire", victoire qui aurait pu "ouvrir la voie au pouvoir des soviets des députés ouvriers et soldats" si la bourgeoisie et les ennemis du prolétariat n'avaient pas intimidé et empêché le prolétariat de prendre conscience sa victoire.

A lire ce texte on croirait que la révolution a déjà commencé au Sénégal, car selon eux "les masses avec le prolétariat à leur tête ont commencé à démanteler les institutions".

Dans la meilleure des hypothèses, les rédacteurs de la "Tribune Communiste" prennent vraiment leurs désirs pour la réalité. En tous les cas le déluge verbal sur les pages d'une publication, parlant de "révolution" et de "mouvement de masses" à propos de la passation du pouvoir de Senghor à Abdou Diouf, n'est certainement pas un signe de sérieux.

Libre évidemment à "Tribune Communiste" de rompre des lances -avec qui d'ailleurs, on se le demande- pour rendre "aux masses" cette "victoire politique sans précédent que constitue l'éviction de Senghor". Nous espérons tout de même pour les masses travailleuses du Sénégal d'autres victoires que le remplacement pacifique d'un homme à poigne en passe de devenir sénile par un autre homme à poigne un peu plus jeune.

Nous espérons surtout que parmi ceux qui agissent autour de "Tribune Communiste" il en est pour qui le communisme et le trotskysme ne signifient pas seulement manier des phrases creuses pour appeler "révolution" n'importe quoi, mais qui sont prêts à travailler pour préparer la révolution, c'est-à-dire pour commencer à gagner des travailleurs aux idées révolutionnaires.

Cela demande, à notre avis, un peu plus de modestie, et certainement un peu plus de sérieux.

# TCHAD : Goukouni mène la même politique que ses prédécesseurs

Le président tchadien Goukouni Oueddeye a fait récemment une visite officielle à Paris. C'était pour demander aux dirigeants français de l'aider à résoudre un certain nombre de problèmes.

Parmi ces problèmes il y a la reconstruction de la ville de N'Djaména détruite en partie pendant la guerre, le manque d'argent nécessaire au paiement des salaires des fonctionnaires, et la mise sur pieds d'une armée nationale intégrée.

Nous ne savons pas exactement ce qu'il a obtenu des autorités françaises étant donné que tout est tenu caché au public. Cependant il semble qu'il ne soit pas reparti les mains vides et que dans son sac de mendiant se trouvent des tenues militaires, des armes, des matraques, bref, du matériel nécessaire à l'affermissement de sa dictature.

Voici donc un dirigeant du Frolinat, qui prétendait naguère lutter contre l'impérialisme français rendu responsable de la misère du peuple tchadien, qui est venu à Paris tendre la main comme tant d'autres chefs d'Etat africains ouvertement au service de l'impérialisme français.

A la différence de la plupart des valets africains, Goukouni est arrivé au pouvoir à la suite d'une lutte armée. En effet le Frolinat est né en 1966 et il a réussi à s'appuyer sur les justes révoltes de certaines populations du Nord, tel le soulèvement de Mangalmé en 1965 contre les exactions et les abus de la dictature de Tombalbaye.

Lors de la lutte armée, les nationalistes les plus honnêtes affirmaient combattre la dictature et prétendaient représenter la dignité d'un peuple face à un régime platement au service de l'impérialisme français.

Eh bien maintenant une dictature est simplement remplacée par une autre. La politique que Goukouni pratique aujourd'hui est la même que celle de ses prédécesseurs qu'il dénonçait hier.

Pour ce qui est de l'indépendance et de la dignité, Goukouni en a donné toute la limite par des courbettes qu'il faisait à Mitterrand lors de sa visite à Paris.

Quant à l'autre dignité qui est celle des masses pauvres, il est vrai que cela n'a jamais fait partie du programme du Frolinat puisqu'il n'y était pas question de lutter pour la libération des exploités et pour leur participation aux affaires qui les concernent.

Mais même par rapport à ses objectifs de dignité et d'indépendance nationale cela ne va pas bien loin. Et il ne saurait en être autrement. Car le nationalisme ne peut conduire que dans une impasse.

Certains nationalistes radicaux, comme Mao, qui voulaient sincèrement prendre des distances par rapport à la domination de l'impérialisme, n'ont fait que montrer leur impuissance une fois qu'ils sont parvenus au pouvoir. Confrontés aux difficultés, ils sont obligés de se rendre compte que leurs possibilités sont très limitées du fait de l'intégration politique, militaire et surtout économique dans un monde dominé par l'impérialisme.

D'autres nationalistes, comme Goukouni, prétendent lutter contre l'impérialisme ; mais en réalité ils n'ont pas d'autres ambitions que celle de prendre le pouvoir en s'appuyant sur les aspirations légitimes des masses et d'instaurer un régime dictatorial, aussi impopulaire que les précédents.

Le seul moyen de bouleverser l'ordre des choses existantes en Afrique c'est de se placer sur le terrain de la classe ouvrière, de se placer dans une perspective internationaliste, c'est-à-dire dans une perspective visant à renverser l'impérialisme. La révolution prolétarienne ouvrira des voies nouvelles alors que les révolutions nationalistes bourgeoises appartiennent à une époque passée.

Les étudiants qui veulent réellement changer les choses peuvent et doivent rompre avec la tendance naturelle et bourgeoise de leur milieu social pour choisir le camp des ouvriers et des exploités. C'est peut-être pour eux un choix intellectuel ; mais par la suite ils sauront nouer des liens avec la classe ouvrière pour que leur choix soit un engagement réel.

Alors ils pourront aider les exploités à lutter pour se débarrasser du joug capitaliste à l'échelle mondiale. Toute victoire remportée par les ouvriers et paysans à l'échelle nationale servira d'exemple à ceux du monde entier car cette victoire sera aussi la leur.

\*\*\* \*\*

## Bongo veut garder son linge sale

Dernièrement Bongo s'est plaint des dirigeants français. Des journalistes de France ont cité son nom dans une sale affaire de police. En effet les récents assassinats dans le milieu du SAC (Service d'Action Civique) ont montré que Debizet le chef de cette organisation liée à la police et l'extrême droite, est le conseiller personnel de Bongo. Debizet impliqué dans une affaire d'assassinat, a été écroué quelque temps.

Aujourd'hui Bongo est choqué que des journalistes parlent de lui dans les sales affaires du SAC et que le gouvernement français le permette. Car en Afrique ces choses-là et bien d'autres plus infâmes, se font couramment mais ne s'exposent pas dans les journaux. Bongo a donc déclaré : "L'axe Libreville-Washington existe aussi et nous devons le développer (...). Là où la France dit : Monsieur le Président Bongo, je ne peux pas vous donner ça pour le Gabon, moi je vais voir dans un autre pays".

Il serait donc prêt à se tourner vers Washington ! Oh cela ne mettra pas fin aux curiosités des journalistes, mais Bongo pense peut-être que cette solution lui apporterait moins de souillure puisque les journaux des USA sont plus loin ... et en anglais.

Avec Mitterrand certaines affaires puantes des barbouzes françaises ont été très légèrement dévoilées pour éclabousser Giscard et compagnie. Mais il faut quand même constater que Bongo est quelque peu injuste envers ses maîtres qui le tirent par le bout du nez. Car pour une affaire à moitié rendue publique, combien d'autres aussi peu ragoutantes - qui montrent la profondesubordination du personnel politique africain aux hauts fonctionnaires et capitalistes de la métropole- restent cachées ?

Bongo n'a pas trop à s'inquiéter car le gouvernement français ne publiera certainement pas les archives de ce qu'on appelle "La Coopération". Ce n'est plus seulement la susceptibilité de tel ou tel président qui est en cause mais la permanence des intérêts de l'impérialisme. Et là, pas question d'y toucher pour le gouvernement français, qu'il soit de gauche ou de droite.



MALI

21 ans d'indépendance

21 ans d'oppression et de misère

Le 22 septembre, date de l'indépendance du Mali, a été célébré à Bamako comme dans toutes les villes du pays. A cette occasion Moussa Traoré a fait des discours qui montrent qu'il est satisfait de sa politique. Il a cité tous les travaux en cours de réalisation ainsi que les projets dont certains ne verront peut-être jamais le jour. De ces projets il a cité la construction du deuxième pont de Bamako. Selon lui, l'Arabie Saoudite aurait donné son accord pour financer la construction de ce deuxième pont.

Il faut dire que si ce projet se réalise cela sera la moindre des choses car il est normal qu'une grande ville comme Bamako puisse être dotée même de plusieurs ponts. Car souvent, quand il y a la visite d'un chef d'Etat au Mali, ou quand Moussa lui-même part en voyage, il est impossible de rentrer ou de sortir de Bamako parce qu'il n'y a qu'un seul et unique pont. Les policiers ne laissent passer aucun véhicule. Quelquefois cela dure plusieurs heures.

Ensuite pour se vanter, Traoré a cité les réalisations comme le barrage de Selingué, ainsi que les travaux d'irrigation commencés sur le Niger.

Moussa Traoré a beau être satisfait de quelques réalisations faites par-ci par-là par son régime, cela ne change rien car ce qui a été réalisé ne constitue qu'un grain de sable dans le désert. A tel point qu'à Bamako même, et surtout dans ses banlieues comme Daouda Bougou ou "quartier Mali" il n'y a ni routes goudronnées ni électricité. Les habitants de ces quartiers sont obligés de creuser des puits dans leur cour pour avoir de l'eau.

Quant à la lumière, souvent les habitants de la capitale sont forcés d'utiliser la lampe à pétrole ou encore des bougies. Même ceux qui sont abonnés à l'Electricité du Mali sont souvent privés de lumière parce que la centrale électrique n'est pas assez puissante. La situation est pire encore dans les autres villes.

A Kayes et Kayendi par exemple, l'électricité est presque toujours coupée.

Ensuite notre Général dictateur a parlé des routes au Mali. Quelle honte ! Surtout quand on sait que presque toutes les routes goudronnées datent de la colonisation. Depuis le départ des colonialistes, certaines de ces routes goudronnées n'ont jamais été refaites ni entretenues. L'exemple caractéristique c'est la route Bamako-Sikasso. Sur cette route considérée comme goudronnée, il y a des trous partout. Il n'est pas rare de voir des accidents mortels dûs au mauvais état de la route.

Entre Bamako et Kayes (qui est tout de même une ville importante du Mali) il n'existe même pas de route. Il n'y a que le chemin de fer. Pourtant le projet de route a été financé plusieurs fois. Mais l'argent a disparu dans les poches des dirigeants et des responsables.

Comme il fallait s'y attendre, Moussa Traoré a parlé des mesures d'amnistie qu'il a prises vis-à-vis des élèves et enseignants qui contestaient sa politique et ont été renvoyés des écoles.

Comme l'année dernière le président, pour bien terminer son bla-bla, a parlé de la démocratie, de l'unité nationale, des efforts faits par son gouvernement pour les diverses réalisations.

Le galonné de Bamako aura beau se gargariser de phrases ronflantes, la triste réalité est bien présente, tout comme la situation de famine qui est quasi-permanente. Ces 21 ans d'indépendance, c'est surtout 21 ans de dictature, d'oppression et de misère.

# SADATE : quand l'impérialisme perd un de ses fidèles serviteurs

Dans bien des pays occidentaux, en France par exemple, l'assassinat du président égyptien Anouar El Sadate fut une occasion de glorifier le dictateur et de déplorer sa perte. Il a eu droit à tous les titres : "militant pour la paix", "l'homme du courage" etc... Même les griots de chez nous auraient honte de proférer tant de louanges mensongères.

Mais c'est à l'occasion de l'enterrement que cette hypocrisie atteignit son comble. Il n'y eut en effet que des présidents et ex-présidents des principaux pays impérialistes. C'était à qui se montrerait le mieux devant les caméras des journalistes venus pour ce qu'ils appelaient un grand événement. La ville du Caire était quadrillée par l'armée et la police, comme si tous ces gens avaient peur d'un attentat ou d'un soulèvement populaire.

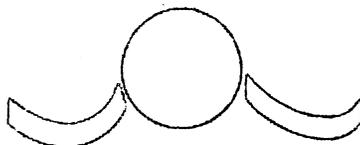
Les rues du Caire, cette ville d'ordinaire si grouillante de vie, étaient vides. La population n'a pas bougé de chez elle. Il faut croire que le peuple égyptien a une opinion sur Sadate bien différente de celle des puissances impérialistes. Et les dignitaires du régime ne devaient pas se faire beaucoup d'illusions à cet égard. D'ailleurs ils n'ont même pas invité la population aux funérailles, et pour cause.

Si les représentants des principales puissances impérialistes étaient présents à son enterrement, c'est parce que Sadate les a bien servis. Il a été leur fidèle valet. Mais pour son propre peuple, Sadate s'est montré un bourreau impitoyable. En janvier 77 par exemple, c'est par un bain de sang qu'il a répondu à la colère des habitants du Caire et d'Alexandrie qui manifestaient contre le coût élevé de la vie. Et tout dernièrement encore, c'est plus de 1 500 personnes qu'il a fait jeter en prison. Ces gens, aussi bien laïcs que religieux, avaient le tort de s'opposer à sa dictature.

Alors, que les chefs d'Etat fassent semblant de pleurer Sadate. Ils ont enterré un des leurs. Mais pour les masses égyptiennes, l'Etat égyptien, dont Sadate était le chef et le symbole, est un immense camp de concentration. L'armée ultra-moderne, une des plus puissantes du monde, comme la police, sont là pour maintenir 30 millions de crève-la-faim dans une misère sans nom. Elles sont là pour empêcher qu'un jour, les fellahs écrasés des campagnes ou les millions de sans espoir des faubourgs populaires du Caire, crient assez, et qu'ils le crient au point de faire trembler leur monde.

Il faut croire que tous ces chefs d'Etat, tous ces militaires d'Egypte ou d'ailleurs, bourrés de décorations, malgré leur armée et leur armement, ont peur de leurs prolétaires, au point de trembler pendant les quelques heures de la cérémonie d'enterrement de Sadate.

Et rien que cela, c'est réconfortant pour l'avenir.



# ce que nous voulons

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.